

Tous concernés !

Nos emplois sont menacés !

Après les Services Publics, l'Education Nationale, le Port Autonome et de nombreuses autres entreprises, Renault Sandouville et les sous-traitants sont menacés par des suppressions de postes et des licenciements. Ce sont plus de 1150 emplois qui sont directement visés et plus de 4000 autres qui disparaîtraient dans les entreprises sous traitantes ! C'est la vie et le quotidien d'autant de familles et de tous leurs proches qui sont ébranlés, c'est toute notre région qui trinque encore ! Ces annonces arrivent après la fermeture de Millenium !

Trouver 360 milliards d'euros d'argent public en France et 1700 milliards en Europe pour « sauver » les spéculateurs, distribuer des dividendes (1,8 Mds d'euros pour les actionnaires de Renault) et jeter les salariés à la rue... C'est inadmissible !

Malgré la crise économique qui démontre les impasses du système, le gouvernement Sarkozy, Rufenacht, le Medef et ses représentants locaux préfèrent persister encore à faire plonger l'éducation, la santé et la Poste dans la course à la rentabilité et au profit, au mépris des intérêts des usagers et de la population !

Oui, on peut en trouver des milliards pour sauver l'emploi et développer les services publics !!

La crise, c'est celle de notre pouvoir d'achat !

Actifs, retraités, étudiants, précaires, chômeurs, commerçants, agriculteurs, tous subissent les baisses du pouvoir d'achat, victimes des choix de la finance. 10 millions de français vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pendant ce temps-là les profits du CAC 40 sont passés de 66,2 milliards d'euros en 2004 à 96,2 milliards en 2007. Le paquet fiscal de 15 milliards a été accordé aux plus riches. Les grands patrons licencieurs s'accordent des parachutes dorés. La vie est de plus en plus chère. La consommation diminue entraînant la baisse de la croissance.

Il est urgent pour tous d'imposer un inversement de cette logique.

La santé n'est pas une marchandise !

Le droit de se soigner est un droit fondamental comme celui de travailler, de se nourrir, de s'éduquer. 800 emplois en moins sur l'hôpital, c'est la casse de l'Hôpital Public par son affaiblissement, c'est la mise en cause de l'accès aux soins pour tous. Les attaques successives contre les malades font qu'aujourd'hui 33% des français se privent de soins.

Le monde du travail doit passer à l'offensive !

Cette politique et les dégâts qui l'accompagnent ne sont pas une fatalité. Il nous appartient de refuser les licenciements, de défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, les Services Publics, la santé, au moyen d'une autre répartition des richesses. C'est ainsi que nous imposerons à l'Etat et au patronat de prendre la mesure de la situation locale et d'envisager rapidement des initiatives créatrices d'emplois qui permettent aux habitants de la région de vivre et de travailler dans notre agglomération.

Cela commence aujourd'hui par la mobilisation, dans l'unité, pour ce faire, les associations, syndicats, partis politiques signataires :

- décident de se mobiliser ensemble aux côtés des salariés des entreprises concernées, privées comme publiques, pour refuser les licenciements et les suppressions de postes,
- décident dans ce cadre d'initiatives, d'échanges, de débats et d'actions pour imposer d'autres choix.

Pour l'heure, elles appellent les salariés actifs, retraités, privés d'emploi, étudiants et toute la population à une grande manifestation

**Samedi 8 novembre 2008
15h à Franklin**